

(ANASE) - soit Brunei Darussalam, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande. La croissance économique rapide que cette région a connue dans les dernières décennies a été alimentée par le commerce, et le groupe est engagé à jeter le fondement d'un système commercial multilatéral renouvelé qui ouvrira les marchés et améliorera la réglementation du commerce.

"Le Cycle d'Uruguay est une négociation globale autant qu'un engagement individuel détaillé", a ajouté M. Crosbie. "Les membres de l'APEC ne pourront à eux seuls en assurer le plein succès, mais chaque membre peut et doit prendre des mesures concrètes pour contribuer à notre objectif commun. Comme il ne reste que 90 jours avant l'achèvement des négociations, il est urgent que nous recherchions un consensus sur la façon de traiter les questions cruciales qui entravent le succès du Cycle."

À la réunion de Vancouver, M. Crosbie incitera les ministres de l'APEC à intensifier leurs efforts dans les négociations de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) dans trois domaines clés, afin:

- d'obtenir une réduction substantielle des droits de douane et des barrières non tarifaires, surtout en ce qui concerne les produits agricoles, les produits de ressources transformés, les textiles et les vêtements, les produits tropicaux et toute une gamme d'articles de haute technicité comme le matériel de télécommunication;
- d'assujettir toutes les économies de la région à des règles et disciplines du GATT plus strictes et plus prévisibles de façon à ce que l'accès aux marchés se fasse dans des conditions plus prévisibles et équilibrées;
- d'élargir la portée des règles actuelles du GATT pour y englober le commerce des services ainsi que les mesures sur la propriété intellectuelle et l'investissement qui touchent au commerce.

M. Crosbie a fait valoir que l'obtention d'un ensemble de mesures sur le fond des NCM nécessitera un cadre institutionnel pour superviser et administrer l'application du système du GATT aux marchandises comme aux services. Sur cette base, il demandera aux membres de l'APEC d'approuver en principe l'établissement d'une organisation mondiale du commerce lorsque les ministres se retrouveront à Bruxelles en décembre pour la séance de clôture du Cycle.